

PIERRE SIGONNEY

Economiste, direction de la Stratégie, Total

Bertrand BADRÉ, directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

It is time to close this first part of the discussion and move to the second one, focusing on energy security and sustainability.

Pierre SIGONNEY, économiste, direction de la Stratégie, Total

Je vais vous parler des compagnies pétrolières internationales et de la façon dont une compagnie pétrolière internationale peut s'adapter au nouveau paysage énergétique. Je voudrais tout d'abord m'arrêter sur l'évolution du prix et des coûts.

On observe une très forte baisse du prix du pétrole au cours des 18 derniers mois. Nous avons déjà connu une crise il y a 7 ans, avec une forte chute en 2008, mais elle a été très courte, et elle était due à une baisse de la demande. Aujourd'hui, la situation est différente. Il s'agit bien davantage d'une crise de l'offre due notamment à une forte augmentation de l'offre de pétrole léger aux Etats-Unis ces dernières années.

On constate par ailleurs que les coûts ont bien moins baissé que le prix du pétrole. En effet, le prix du pétrole a chuté de 50 % tandis que les coûts ont diminué de seulement 20 % jusqu'ici. Bien que les coûts aient diminué davantage qu'en 2008, l'écart entre la baisse du prix du pétrole et la baisse des coûts demeure important.

Cela signifie que les grandes compagnies pétrolières doivent encore s'adapter et continuer à réduire les coûts afin d'assurer une meilleure organisation. Elles doivent également mettre la pression sur les sociétés de services. La situation est loin d'être bonne dans le secteur de l'énergie et chaque compagnie doit tenir compte de ces nouvelles conditions.

Quand on regarde l'évolution des marchés, on constate que l'offre continue d'être supérieure à la demande, ce qui montre bien la nécessité de maintenir la pression. Certains facteurs semblent pointer vers une légère augmentation du prix à moyen terme, car les investissements actuels sont en fort recul. La réduction des investissements est effectivement l'un des outils dont disposent nombre de compagnies, internationales ou nationales, pour faire face à la situation actuelle et améliorer leur bilan. Quand vous réduisez l'investissement, l'impact n'est pas immédiat, mais se fait sentir au bout de deux ou trois ans. Donc, à moyen terme, il pourrait y avoir quelques tensions sur les marchés, surtout si on ajoute à cela une diminution significative de la production de pétrole léger aux Etats-Unis dans les années à venir.

Je voudrais maintenant me pencher sur la répartition de la production pétrolière et gazière, des réserves et des investissements entre majors, compagnies nationales et compagnies indépendantes. Les majors représentent environ 11 % de la production pétrolière ou des réserves pétrolières (les chiffres pour Total se situant aux alentours de 1 %). En revanche, les compagnies pétrolières nationales, y compris les compagnies pétrolières de l'OPEP, représentent environ 30 % de la production, mais pas loin de 70 % des réserves. Les investissements selon les différents types de compagnies révèlent une réalité différente, où les majors représentent environ 20 % des investissements mondiaux. Les compagnies pétrolières nationales investissent beaucoup moins, en particulier les compagnies des pays de l'OPEP.

Cela signifie que lorsque vous avez de vastes réserves, vous n'avez pas besoin d'investir beaucoup, ce qui est le cas des compagnies nationales de l'OPEP. Et pour les nouvelles ressources, on a encore besoin des majors et des compagnies indépendantes. Les compagnies pétrolières internationales sont spécialisées dans le développement de nouvelles ressources. Et le pétrole léger est une nouvelle ressource, mais, comme l'a dit Antoine Rostand il y a quelques minutes, cette ressource reste plutôt limitée.

Et nous devons encore beaucoup investir, car la durée de vie des gisements d'hydrocarbures est limitée (de 10 à 20 ans, à l'exception du Moyen-Orient). Le taux d'épuisement naturel mondial de la production pétrolière est de l'ordre de 4-5 % par an (4-5 Mb/j). Cela signifie qu'à l'avenir, dans les trois ou cinq prochaines années, nous aurons besoin de bien d'autres nouveaux projets que le pétrole léger pour pouvoir équilibrer le marché. Les nouveaux barils que représente le pétrole léger (1 Mb/j) sont insuffisants pour répondre à la nouvelle demande et compenser l'épuisement naturel du pétrole. De nouveaux développements et de nouveaux projets, dans chaque type de ressources pétrolières (eaux profondes, ...) sont nécessaires afin d'équilibrer le marché.

En réalité, côté offre, certains impacts sont différés : le décalage entre le début de l'investissement et la première baisse du pétrole est souvent de plus de deux ou trois ans. Sachant que de nombreux projets ont été lancés ces dernières années, une production importante s'annonce encore sur le marché cette année, peut-être l'an prochain. Cependant, le frein à l'investissement aura des conséquences à l'avenir. Et ce comportement n'est pas seulement spécifique aux compagnies pétrolières internationales. Cela vaut aussi pour les compagnies pétrolières nationales telles que les compagnies pétrolières russes et chinoises, et même dans la plupart des pays.

Dans la conjoncture actuelle, presque toutes ces compagnies, et particulièrement les compagnies nationales, sont soumises exactement aux mêmes contraintes que les compagnies pétrolières internationales. Dans le passé récent, les compagnies chinoises en particulier étaient assez fortement subventionnées par leur gouvernement. Cela leur a permis, en règle générale, d'acquérir de nouvelles ressources à un coût élevé. Aujourd'hui, peut-être parce qu'elles ont pris tellement d'importance et aussi parce que les conditions du marché sont bien plus dures pour tout le monde, elles doivent livrer concurrence dans les mêmes conditions que les compagnies internationales. Cela signifie qu'être une compagnie chinoise n'est plus aujourd'hui aussi avantageux qu'avant, surtout quand on opère hors de Chine. En Afrique, en Amérique du Sud et partout ailleurs, la concurrence va encore se durcir entre les compagnies internationales et ces compagnies pétrolières nationales.

Les compagnies internationales ont cherché à adapter leurs visions à long terme à l'environnement mondial et au problème du changement climatique. Quand on regarde les prévisions de l'AIE de cette année, trois principaux scénarios se dégagent : le scénario « nouvelles politiques », le scénario « poursuite des politiques actuelles » et le scénario « 450 » (scénario avec limitation de la hausse de la température mondiale à deux degrés, compatible avec les objectifs IGCC). La première remarque est que, même dans le scénario à deux degrés, les combustibles fossiles, et en particulier les hydrocarbures, joueront un rôle important en 2040.

En outre, un enseignement de la COP21 est que les engagements pris par tous les pays sont plus forts que la vision élaborée par l'AIE dans son scénario moyen. Il s'agit d'ores et déjà d'un succès de la COP21 puisque la prise de conscience de tous les pays en matière de réduction des émissions va au-delà de ce que l'AIE avait prévu.

La deuxième remarque porte sur la diminution du rôle du charbon. On a vu récemment que le gaz de schiste a permis aux Etats-Unis de remplacer la production d'électricité à base de charbon par la production d'électricité à base de gaz. Les Etats-Unis ont été le seul pays à réduire leurs émissions de CO₂ dans le passé récent.

Que pouvons-nous dire en tant que compagnie pétrolière internationale ? Nous devons nous adapter à ces nouvelles conditions. Comment ? Nous ne devrions pas favoriser l'utilisation du charbon. Par ailleurs, du point de vue de la transition, le meilleur combustible fossile est le gaz, donc nous devons donner la priorité au gaz. Nous pensons que le gaz peut encore offrir une forte croissance en tant que combustible fossile. En remplaçant le charbon, nous pouvons parvenir à une diminution rapide des émissions de CO₂ tout en maintenant l'utilisation des hydrocarbures.

En outre, à court terme, le gaz est souvent une solution meilleur marché que les énergies renouvelables pour limiter les émissions de CO₂. Le solaire et l'éolien demeurent plus chers que le gaz à court et moyen terme. Donc, le scénario le plus efficace pour réduire les émissions de CO₂ devrait être l'utilisation du gaz, jusqu'à ce que le coût de ces énergies renouvelables baisse suffisamment pour qu'elles soient compétitives.